

# LUTTE POUR LE RETRAIT DU NRP, LA MOBILISATION REPART !

L'intersyndicale FiP 56 était repartie en campagne d'information sur les dangers du NRP auprès des conseils communautaires en novembre et décembre 2019. En janvier 2020, vos représentants syndicaux s'étaient prêtés à l'exercice d'un grand oral devant les élus d'Hennebont, après qu'ils eurent écouté la Directrice par intérim.

Ce conseil municipal unanime avait demandé le maintien de la trésorerie dans l'exercice de ses missions actuelles.

La Covid a tout 'stoppé', au moins dans les annonces. Alors qu'un vrai dialogue social s'était remis en place autour de la crise. Chacun aurait donc pu penser que cette période spéciale passée, nos dirigeants seraient revenus à une écoute légitime :

- **Ecouter** les agents et leurs représentants, par exemple les 66,46 % d'agents grévistes du 56 contre la réforme le 16/09/19.
- **Ecouter** les élus qui, très nombreux, veulent le maintien de notre maillage territorial et de l'implantation de nos missions. A l'instar des élus d'Hennebont, de nombreux conseils municipaux, conseils communautaires, du Morbihan ont pris motion, délibération, fait des courriers pour demander le maintien du service public et aucune convention n'a été signée dans le Morbihan, désaveu complet de la démarche de Bercy.
- **Ecouter** les usagers : la crise sanitaire a montré tout l'intérêt de notre réseau de proximité surtout pour les populations les plus fragiles ainsi que pour tous ceux qui rencontrent des difficultés avec internet ou l'informatique.

Hélas, le Général Directeur FOURNEL a remis ses troupes en ordre de bataille. Faisant fi de l'engagement et du professionnalisme de ses agents, la communication sur Ulysse reprenait ainsi dès juillet et ses petits soldats locaux lui ont vite emboîté le pas !

Le silence redevient le seul moyen d'expression de la Direction du Morbihan sur le sujet !



Le calendrier de mise en œuvre, imposé en novembre 2019, contient des échéances à très court terme, impactant l'avenir professionnel de nombreux agents. Les opérations prévues en septembre sont, de fait, décalées, mais jusqu'à quand le sont-elles ? Tout comme celles prévues pour janvier 2021

L'intersyndicale FiP 56 a décidé de reprendre son interpellation des élus du Morbihan, des acteurs locaux qui doivent être écoutés et qui peuvent faire changer le sens des rouages destructeurs de cette réforme. Un courrier leur a été adressé début septembre (mairie, communauté de communes et d'agglomération, députés, sénateurs, conseillers départementaux,...).

L'intersyndicale FiP 56 a pu ainsi rencontrer le 23 septembre la nouvelle maire d'Auray (Claire MASSON) et le président d'AQTA (Philippe LE RAY) au siège de la communauté de communes d'Auray.

Vos représentants ont pu ainsi exposer les conséquences dévastatrices de ce nouveau Réseau, tant pour ses agents, les usagers, que pour l'ensemble des élus.

Déjà très sensibilisé aux aspects négatifs de la réforme depuis de longs mois, M LE RAY a été rejoint par Mme MASSON sur ce constat et nous assurent, ainsi qu'aux agents, leur entier soutien.

Ils se sont engagés à interpeller à nouveau notre Direction locale, ils contacteront leurs collègues communautaires pour avoir un message commun. Mme MASSON rappelant que la présence d'un service public n'a de sens que s'il offre un accueil du public.

Concernant de nouveaux locaux pour le CFP d'Auray, cette possibilité n'est pas écartée, elle pourrait s'inscrire dans un projet plus global à moyen terme de relocalisation du siège d'Aqta vers la gare, dans le quartier du Gumenen.

Mais les élus attendent avant tout de la communication de la part de la DDFiP, et surtout l'assurance de la pérennité du maintien des services sur Auray, ainsi qu'un véritable accueil du public !



## L'intersyndicale des finances publiques a rencontré les élus du secteur d'Auray

**Ce mercredi matin, l'intersyndicale des finances publiques du Morbihan rencontrait les élus d'Auray pour faire le point sur l'hôtel des finances, après l'épisode du coronavirus**

« Pour le moment le dossier est au point mort », lance d'emblée Patrick Ravache, du syndicat Force ouvrière. Mais qui dit point mort « ne signifie pas forcément que rien ne se trame en sous-main », ajoute le délégué syndical. Cette inquiétude quant à la fermeture du centre des finances d'Auray refait surface alors que le calendrier présenté a pris du retard en raison du confinement.

Annoncée en 2019, la réorganisation des Finances publiques, orchestrée par Bercy, avait fait monter la colère des agents, devant une direction qui restait sourde aux demandes de communication et de concertation. « Les élus et parfois même les agents, ont appris par les courriers de l'intersyndicale la mise en place de cette réforme », ajoute Hervé George de la CFDT.

Point fort de ce mécontentement, le 16 septembre 2019, une journée de grève avait mobilisé 66,46 % des agents contre la réforme et rassemblé 400 manifestants, dont de nombreux élus, à Auray. « Mais ces derniers n'ont pas été écoutés », déplore Christophe Rissel, de CGT finances publiques 56.

### Soutien des élus

Ce mercredi, l'intersyndicale rencontrait Philippe Le Ray, président d'Auray Quiberon Terre Atlantique et Claire Masson, maire d'Auray, dans les locaux d'Aqta, pour leur présenter un état des lieux et connaître leur position sur le sujet. Les deux élus leur ont assuré qu'ils les soutiendraient sans réserve.

**« Les points de contacts ne seront que des relais et non des accueils spécifiques par des professionnels de la fiscalité »**

Aujourd'hui, la période Covid-19 a permis de mettre en lumière l'importance du rôle des services de proximité, très impliqués notamment dans les aides aux entreprises et les conseils aux particuliers.

« Malheureusement, cela ne semble pas avoir influencé les décisions futures. Seul un report du calendrier est actuellement en place », regrette Annie Rio, de Solidaires Finances publiques.

### Deux gros pôles, un à Lorient, l'autre à Vannes

« L'ensemble des sites devrait être réorganisé pour arriver finalement à deux gros pôles, un à Lorient, l'autre à Vannes. On nous parle également de création de points de contacts France services, mais on sait que ce genre de permanence est rarement pérenne », soulignent les syndicats. Le 1er septembre devait déjà marquer le départ de l'activité foncière vers Ploërmel. « Pour le moment, cela n'a pas été fait, mais il ne s'agit que d'un report », affirment-ils. Pour le secteur d'Auray, on annonce la fermeture de la trésorerie de Palais au 1er janvier 2021, et pour Auray, le transfert du service aux entreprises à Vannes ou Lorient, celui des particuliers également, mais avec une antenne lorientaise à Auray certains jours. Enfin la trésorerie et le service de gestion comptable resteraient sur place.

« Il ne faut pas se leurrer, les conséquences seront lourdes pour les personnels qui devront être reclassés et surtout pour les usagers. Les points de contacts ne seront que des relais et non des accueils spécifiques par des professionnels de la fiscalité. À terme, c'est la fin de l'accueil physique, l'obligation d'utiliser les services numériques et la mise à l'index des populations les plus fragiles et des territoires ruraux », estime l'intersyndicale



MISSIONS,  
RÉSEAU,  
EMPLOIS

**FINANCES PUBLIQUES  
EN COLÈRE**

## Auray. Finances publiques : la mobilisation reprend

**Un an après les manifestations pour que le site alréen soit maintenu, l'intersyndicale est de nouveau sur le pont contre la réforme. En pause depuis le confinement, sa mise en œuvre redémarre.**

**« On voudrait que le gouvernement écoute agents, usagers et élus, particulièrement des territoires ruraux. Ils sont au plus près. »** Un an après le fort mouvement de soutien au centre des finances publiques d'Auray, l'intersyndicale (CGT, CFDT, Force ouvrière, Solidaires) reste mobilisée. En septembre 2019, environ quatre cents personnes, agents (66 % étaient en grève) et de nombreux élus locaux avaient manifesté contre une fermeture envisagée du centre. « **La satisfaction avait été le maintien du site. Maintenant, ce que nous voulons, c'est le maintien ici de tous les services de pleine compétence** », soulignent les représentants de l'intersyndicale.

### Une cinquantaine d'agents à Auray

Ce mercredi 23 septembre 2020, ils ont rencontré Philippe Le Ray, président de la communauté de communes Auray Quiberon terre atlantique (Aqta), et Claire Masson, maire d'Auray. L'élue rappelle « **l'importance de l'ouverture au public** », de l'accueil sur site : « **Il est important d'être solidaire avec tout le territoire. Ce n'est pas qu'Auray qui a besoin d'être desservi.** »

Une cinquantaine d'agents travaille au centre des finances publiques d'Auray. Selon la réforme en cours, il est prévu, d'ici à 2023, plusieurs évolutions de ses composantes. Le service des entreprises « **serait dispatché à Vannes et à Lorient** ». Le SIP (impôts sur les particuliers) aussi, « **avec une antenne à Auray, assurée par Lorient** ». La trésorerie (collectivités locales) resterait « **en devenant à terme un service de gestion comptable, avec d'autres choses** ». Après réforme, pour l'instant « **on ne sait pas combien il resterait** » d'agents à Auray.

### « Les projets continuent »

Selon le calendrier initial, un premier transfert devait intervenir ce mois-ci, celui de l'activité foncière vers Ploërmel, ville « **compliquée à rejoindre en transports en commun** », faute de bus direct depuis Auray ou de trains.

Avec la Covid, le calendrier « **a été retardé**, indiquent Annie Rio (Solidaires) et Patrick Ravache (FO). **On avait espoir d'un retour en arrière, qu'il serait tenu compte des leçons de cette période ; le service public de proximité est vital. C'est ce que nous voulons : être présents auprès des usagers sans qu'ils aient à traverser le département. Or, non : les projets continuent.** » Un arbitrage ministériel est attendu en octobre. Dans le Morbihan, « **un CTL est programmé en novembre** », précise H George (CFDT).

Une maison France services existe à Grand-Champ. Depuis cet été, les finances publiques y assurent une permanence. « **Cela se résume à une demi-journée par semaine pour une personne de nos services** », observe Christophe Rissel (CGT). Il reprend : « **Et on ne sait pas combien de temps cela va durer.** » Précise : « **On n'est pas opposés à ces maisons, mais en certains endroits, en complément, pas à la place de services de pleine compétence. Elles ne remplaceront jamais nos agents, leurs compétences.** »

De son côté, la direction Morbihan des finances publiques, contactée par téléphone, fait observer qu'elle s'est « **engagée à avoir plus de points de contacts** » avec les usagers, en s'appuyant sur ces espaces France services : « **On se rapproche du public** »